

Poutine mis à l'écart : la Russie ne parvient pas à empêcher la Turquie de réconcilier l'Azerbaïdjan et l'Arménie

Par Arif Yunusov (*)

Depuis la guerre du Haut-Karabakh de 2020, l'Azerbaïdjan a adopté une position pro-russe, tandis que l'Arménie s'est progressivement tournée vers l'ouest.

Cette divergence a certainement affecté le processus de négociation : l'Arménie a insisté pour que les pourparlers se tiennent en Europe ou aux États-Unis, tandis que l'Azerbaïdjan a préféré une médiation russe. En conséquence, les rencontres en personne entre Ilham Aliev et Nigol Pachinian ont été suspendues fin 2023, bien que les échanges diplomatiques se soient poursuivis à distance, les deux parties envoyant leurs propositions et commentaires sur le texte du traité de paix par les canaux officiels.

La paix sans la Russie

Le 13 mars 2025, l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont annoncé avoir achevé leurs négociations et conclu un traité de paix et de relations intergouvernementales. Seuls la date et le lieu de la signature restaient à déterminer. L'Arménie s'est déclarée prête à entamer des consultations avec l'Azerbaïdjan sur cette question.

L'Azerbaïdjan était conscient de la désapprobation de la Russie à l'égard de cet accord. Ce traité mettrait non seulement fin à près de 40 ans de conflit, mais ouvrirait également la voie à une normalisation entre l'Arménie et la Turquie, une démarche qui affaiblirait inévitablement l'influence de la Russie dans le Caucase du Sud.

En réponse, l'Azerbaïdjan a posé des conditions à la signature de l'accord de paix, la principale étant la demande à Erevan de modifier sa constitution et de supprimer les références à la Déclaration d'indépendance de 1990, qui comprend un appel à l'incorporation du Haut-Karabakh à l'Arménie.

Le gouvernement arménien a répondu que, bien qu'ouvert à des modifications constitutionnelles, de telles modifications nécessiteraient un

référendum national, ce qui ne serait possible qu'après de nouvelles élections parlementaires en juin 2026. Concrètement, la demande de l'Azerbaïdjan impliquait un report de l'accord de 18 à 24 mois, un délai qui convenait parfaitement à la Russie. La Turquie, cependant, n'était pas disposée à attendre, affirmant que la réouverture des frontières et des échanges commerciaux ouvrirait l'Arménie à son influence. De telles avancées renforceraient la position de la Turquie dans la région et contribueraient ainsi à en chasser la Russie.

La réouverture des frontières et la reprise du commerce direct renforceraient non seulement la position de la Turquie dans la région, mais contribueraient également à chasser la Russie.

Le rôle croissant de la Turquie cadrerait parfaitement avec les intérêts américains. Si Ankara avait connu des tensions avec Washington ces dernières années, notamment concernant l'achat de systèmes de défense aérienne russes, la situation a radicalement changé en 2025. Ce changement a été en grande partie impulsé par Donald Trump et son équipe, qui poursuivaient un ambitieux plan régional visant à remodeler le Moyen-Orient et le Caucase du Sud au nom de la sécurité israélienne.

Fondamentalement, ce plan s'inscrivait dans la continuité des accords d'Abraham de 2020-2021 signés par Trump, accords qui ont normalisé les relations entre Israël et les États arabes, dont les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Maroc et le Soudan. L'objectif actualisé était encore plus ambitieux : les États-Unis souhaitaient étendre ces accords non seulement à des pays arabes comme la Syrie et le Liban, mais aussi à des États non arabes, dont l'Arménie et l'Azerbaïdjan (et potentiellement le Kazakhstan et l'Ouzbékistan ultérieurement).

L'Azerbaïdjan a pu jouer le rôle de médiateur entre la Turquie et Israël. Dans le cadre de cet effort, Washington a cherché à raviver un triangle stratégique entre la Turquie, Israël et l'Azerbaïdjan. Ces dernières années, les relations entre la Turquie et Israël s'étaient fortement détériorées en raison de la question palestinienne et des désaccords sur la Syrie, au point d'entraîner une rupture diplomatique. Pourtant, les deux pays jouent un rôle crucial dans la politique américaine au Moyen-Orient, ce qui a incité l'équipe Trump à rechercher un rapprochement. L'Azerbaïdjan, compte tenu de ses relations stratégiques avec la Turquie et Israël, a joué un rôle clé dans cette vision. En février 2025, Hikmet Hajiyev, l'un des

principaux conseillers du président Aliev, a effectué une visite de haut niveau en Israël.

En mars, après une rencontre avec Poutine, l'envoyé spécial de Trump, Steve Witkoff, s'est rendu sans préavis à Bakou, où il a eu quatre heures d'entretiens à huis clos avec Aliev. Il a été révélé par la suite que l'ordre du jour incluait la participation potentielle de l'Azerbaïdjan aux accords d'Abraham, les relations israélo-turques et le processus de paix avec l'Arménie.

Cela a donné lieu à d'intenses négociations entre les États-Unis et la Turquie, au cours desquelles la plupart des désaccords bilatéraux ont été résolus. Parallèlement, l'Azerbaïdjan a commencé à jouer un rôle de médiateur dans les premiers contacts entre la Turquie et Israël. Le 8 mai, des réunions confidentielles ont eu lieu à Bakou entre les chefs des services de sécurité turcs et israéliens. La même semaine, Aliev a annulé un voyage prévu à Moscou pour le défilé du Jour de la Victoire du 9 mai.

La Turquie intervient.

Pendant ce temps, la Turquie, en coordination avec les États-Unis, a intensifié ses efforts pour finaliser l'accord de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. En avril dernier, les médias azerbaïdjanais pro-gouvernementaux évoquaient la possibilité d'une reprise de la guerre, et Bakou adressait officiellement de sévères avertissements à l'Arménie. La Turquie est intervenue pour empêcher toute nouvelle escalade.

Recep Tayyip Erdoğan a exhorté à plusieurs reprises Aliev à agir rapidement et à signer le traité avec Pachinian, avertissant que tout changement à la tête de l'Arménie pourrait faire pencher la balance régionale en faveur de la Russie. Erdoğan a également mis l'accent sur l'initiative arménienne « Carrefour de la paix », promue par Pachinian depuis 2023, qui vise à rétablir et à exploiter toutes les voies de communication traversant le territoire arménien.

Aliev ne s'est pas opposé à cette idée, mais a insisté sur le fait que la première étape devrait consister à ouvrir une voie de transport – le corridor de Zanguézour – reliant l'Azerbaïdjan à son enclave du Nakhitchevan via le sud de l'Arménie. La question est alors devenue celle de la souveraineté arménienne sur le transit de marchandises à travers son territoire.

Même là, Pachinian a fait preuve de souplesse. En mars, il a publié un article intitulé « Sur les voies de communication entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan », proposant un accord de réciprocité selon lequel le contrôle des frontières, les douanes et autres fonctions de surveillance à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan seraient délégués à un tiers neutre, c'est-à-dire une entreprise ou une organisation étrangère.

L'Azerbaïdjan a initialement rejeté l'idée, mais celle-ci a gagné du terrain au sein du gouvernement de Trump. En mai, les États-Unis ont proposé un plan prévoyant que l'Arménie et l'Azerbaïdjan confieraient la gestion des voies de transport à une entreprise américaine. Il est à noter que ce plan ne mentionnait aucune implication russe, ce qui s'écarte clairement des propositions discutées après la guerre de 2020.

En mai, les États-Unis ont proposé un plan selon lequel l'Arménie et l'Azerbaïdjan confieraient la gestion des voies de transport à une société américaine.

Parallèlement, la pression s'intensifiait sur Aliev pour qu'il renonce à son insistance à conditionner la signature du traité de paix à la modification de la Constitution arménienne. Pour résoudre ces points de friction et d'autres, Aliev et Pachinian ont été exhortés à reprendre les négociations en face à face. Trouver un lieu neutre qui ne signalerait aucune faiblesse politique pour l'une ou l'autre des parties était difficile, mais les Émirats arabes unis – un lieu de plus en plus utilisé par les États-Unis pour leurs échanges diplomatiques de haut niveau – remplissaient tous les critères nécessaires. En substance, il s'agirait d'une rencontre sur le sol américain.

L'emprise de la Russie sur le Caucase s'affaiblit.

Le Kremlin était parfaitement conscient de ces développements et les observait avec une inquiétude croissante. Après la chute de Bachar el-Assad en Syrie, la Russie a été pratiquement chassée du Moyen-Orient, et le Caucase du Sud semblait être le prochain pays à s'y attaquer.

Sans surprise, Moscou a déployé des efforts pour gérer la crise. Le 30 avril, Sergueï Kirienko, premier chef de cabinet adjoint de Vladimir Poutine, a été nommé responsable du Kremlin pour l'Arménie. Les médias russes ont appris que cette décision était motivée par le « rapprochement croissant des dirigeants arméniens vers l'Occident, inacceptable du point de vue de la politique d'État russe ».

Sergueï Kirienko, premier chef d'état-major adjoint de Vladimir Poutine, a été nommé responsable du Kremlin pour l'Arménie afin de tenter de sauver les relations de Moscou avec Erevan.

Les forces pro-russes en Arménie se sont rapidement mobilisées et les tensions se sont intensifiées tout au long du mois de mai. Le 18 juin, le milliardaire russo-arménien Samvel Karapetian, militant de l'opposition, a été arrêté après avoir prétendument appelé au renversement du gouvernement. Le 26 juin, 14 autres personnes, dont l'archevêque Bagrat Galstanian, de l'Église apostolique arménienne, critique virulent du gouvernement et leader de la contestation, ont été arrêtées pour complot de coup d'État et prise du pouvoir.

Il convient de noter que cette situation a coïncidé avec le raid des forces de sécurité russes à Ekaterinbourg le 27 juin, suggérant une tentative russe coordonnée de déstabilisation de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan – en Arménie, et en Azerbaïdjan, via son importante diaspora. La fermeté de Pachinian à Erevan et d'Aliiev contre la Russie indique que les deux dirigeants bénéficient du soutien et des garanties d'acteurs extérieurs, principalement des États-Unis.

Aliiev et Pachinian en pourparlers à Abou Dhabi.

Le moment le plus marquant a eu lieu le 10 juillet, lorsque des pourparlers directs entre Aliiev et Pachinian se sont déroulés à Abou Dhabi, sans la participation de la Russie. Selon les deux parties, cette réunion de cinq heures a été très productive et a permis des discussions approfondies sur le traité de paix et l'avenir des relations arméno-azerbaïdjanaises. Une autre rencontre est prévue prochainement, potentiellement aux États-Unis, et possiblement en présence du président Trump. La signature officielle d'un accord de paix devrait suivre à l'automne.

La réaction de Moscou à la réunion d'Abou Dhabi a également été révélatrice. Les responsables russes ont publiquement salué le dialogue direct entre les dirigeants azerbaïdjanais et arménien, mais le Kremlin a simultanément eu recours à l'un de ses moyens de pression favoris : le Service fédéral de surveillance vétérinaire et phytosanitaire (Rosselkhoz nadzor) a soudainement annoncé qu'il imposait des restrictions sur les importations de produits azerbaïdjanais et arméniens après avoir découvert des « parasites » dans des produits des deux pays.

Cela montre que l'Arménie et l'Azerbaïdjan risquent de subir une pression accrue et des complications de la part de Moscou dans les mois à venir. Cela est d'autant plus vrai que, contrairement à l'Azerbaïdjan, la Russie dispose encore d'un large éventail d'outils pour exercer son influence sur l'Arménie, allant de la présence continue d'une base militaire russe à Gumri à des liens économiques étroits.



(*) Arif Seyfulla oghlu Yunusov est un écrivain, historien et militant des droits de l'homme azerbaïdjanais. Il est le chef du département des conflits et des migrations de l'Institut de la paix et de la démocratie. Arif Yunusov et sa femme Leyla sont partisans d'une résolution pacifique du conflit du Haut-Karabakh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Le 28 avril 2014, ils ont été emprisonnés pour extorsion et trahison pour avoir prétendument espionné pour l'Arménie. Quelques mois plus tard, ils ont expulsés vers les Pays-Bas.